

# RAPPORT D'ATELIER



## Atelier pour les médias sur les politiques en matière de drogue en Afrique de l'Ouest

Mensvic Grand Hotel, Accra, Ghana

03 - 04 Juin 2015

## TABLE DES MATIERES

Liste des acronymes.....	3
Résumé .....	4
<b>1.0 Introduction.....</b>	<b>6</b>
1.1 Projection de vidéos de WACD .....	6
1.2 Allocutions d’ouverture.....	7
1.3 Introduction des participants .....	8
<b>2.0 La Commission Ouest Africaine sur les Drogues (WACD).....</b>	<b>8</b>
2.1 Présentation du rapport de WACD, ses recommandations, et son impact médiatique .....	8
2.2 Présentation du Réseau Ouest-Africain de Politiques en Matière de Drogues.....	9
2.3 Etude de cas: Ghana .....	10
<b>3.0 Mise en contexte.....</b>	<b>11</b>
3.1 Le système international de contrôle des drogues et l’UNGASS.....	11
3.2 Aperçu des approches dominantes de contrôle des drogues.....	12
3.3 L’arbre des politiques en matière de drogue .....	12
<b>4.0 Une introduction au journalisme d’investigation .....</b>	<b>13</b>
4.1 Les bases du journalisme d’investigation .....	13
4.2 L’investigation du crime organisé .....	14
<b>5.0 Des politiques équilibrées en matière de drogue: santé .....</b>	<b>14</b>
<b>6.0 Réduction des risques.....</b>	<b>15</b>
6.1 Introduction .....	15
6.2 Pairs, patients, prisonniers ou partenaires .....	17
6.3 Expérience d’un ancien usager de drogue.....	18
6.4 La campagne: « Soutenez. Ne Punissez Pas ».....	18
<b>7.0 Structurer une investigation et identifier les sources .....</b>	<b>19</b>
<b>8.0 Séance de clôture .....</b>	<b>20</b>
<b>9.0 Feedback des participants .....</b>	<b>20</b>
<b>10.0 Couverture médiatique.....</b>	<b>21</b>
Annexe I: Programme.....	22
Annexe II: Liste des participants.....	23
Annexe III: Photos des exercices de groupes.....	25

## **LISTE DES ACRONYMES**

<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CND</b>	Commission Des Stupéfiants
<b>ECOSOC</b>	Conseil Economique et Social des Nations Unies
<b>IDPC</b>	Consortium International sur les Politiques des Drogues
<b>KAF</b>	Fondation Kofi Annan
<b>OICS</b>	Organe international de Contrôle des stupéfiants
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation Non-Gouvernementale
<b>UNGASS</b>	Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>ONUSIDA</b>	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
<b>ONUDC</b>	Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>OSF</b>	Fondations Open Society
<b>OSIWA</b>	Initiative pour une Société Ouverte en Afrique de l'Ouest
<b>PAS</b>	Programmes d'Aiguilles et de Seringues
<b>TAH</b>	Traitement Assisté à l'Héroïne
<b>TSO</b>	Thérapie de Substitution aux Opiacés
<b>USAID</b>	Agence Américaine pour le Développement International
<b>VIH</b>	Virus de l'Immunodéficience Humaine
<b>WACD</b>	Commission Ouest-Africaine sur les Drogues
<b>WACSI</b>	Institut de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest

## **RESUME**

La région d'Afrique de l'Ouest n'est pas seulement une zone de transit pour les drogues illicites d'Amérique Latine vers l'Europe et au-delà. Elle est également une zone de production et de consommation de drogues, ce qui freine le développement politique et économique et de surcroît constitue une grande menace à la sécurité et santé publique de la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Cet atelier de deux jours destiné aux médias a permis de sensibiliser et faire comprendre la vraie nature du problème de drogues dans la région. Cet atelier a aussi été une occasion d'interpeler les médias à collaborer avec les organisations de la société civile pour mettre fin aux effets nocifs des mauvaises politiques en matière de drogues qui violent les droits humains et affectent la santé publique. L'atelier s'est basé sur le « Manuel de formation sur les politiques des drogues en Afrique de l'Ouest » développé par le Consortium International sur les Politiques des Drogues (IDPC).

### **MISE EN CONTEXTE**

L'Assemblée Générale des Nations Unies est l'organe le plus représentatif et le plus haut placé en matière des décisions politique de l'ONU : Elle tiendra une Session Extraordinaire (UNGASS) sur les drogues en Avril 2016 – la première depuis 1998. L'actuel système international de contrôle des drogues remonte à la Commission de Shanghai en 1909, et repose aujourd'hui sur trois conventions internationales relatives au contrôle des drogues. Celles-ci exigent que des sanctions pénales soient mises en place au niveau national pour certains types d'infractions liées aux drogues. Pourtant, cette approche a été associée à des abus généralisés des droits humains et des préoccupations en termes de santé publique et même l'ONU a reconnu la survenance de « conséquences imprévues ».

### **DES POLITIQUES EN MATIERE DE DROGUES EQUILIBREES**

Afin de devenir plus efficaces, les politiques en matière de drogue devraient mettre l'accent sur les services de santé publique plutôt que la punition et le harcèlement pour réduire les risques liés à la drogue. Une approche basée sur la santé met l'accent sur le traitement de la dépendance, la prévention, la réduction des risques, les droits humains et l'accès aux traitements de base. Une prévention efficace de la dépendance vise à réduire les facteurs de risque (problèmes de santé mentale, l'abus au sein de la famille, etc.) et à renforcer les facteurs de protection (bien-être psychologique et émotionnel, un attachement à une famille aimante, etc.).

### **LA REDUCTION DES RISQUES**

La réduction des risques profite aux usagers de drogues, à leurs familles et à la communauté. C'est une approche fondée sur des preuves qui réduit les conséquences sanitaires, sociales et économiques négatives associées à la consommation de substances psychoactives licites et illicites sans nécessairement réduire la consommation de drogues. L'ONU a identifié et adopté un « ensemble complet » de neuf interventions de réduction des risques des services de prévention, de traitement et de soins pour les usagers qui s'injectent les drogues : nombreux sont les partenaires qui élargissent ce paquet pour y inclure des services tels que la prévention des overdoses, la sensibilisation, les établissements d'injection sécurisée et le test de pilules. Cependant, très peu de services de réduction des risques existent actuellement en Afrique de l'Ouest.

## **LE ROLE DU RESEAU DE LA SOCIETE CIVILE ET DES MEDIAS**

L'objectif principal du Réseau Ouest-Africain de Politiques en Matière de drogues (WADPN) est de soutenir la réforme des politiques en matière de drogues en Afrique de l'Ouest par le renforcement des capacités des OSC locales afin d'aborder l'impact du marché de drogue sur la démocratie, la gouvernance, la sécurité humaine, les droits humains et la santé publique. En plus des activités du réseau, les professionnels issus des médias peuvent utiliser leurs compétences en journalisme d'investigation pour obtenir des informations cachées ou mieux comprendre les ramifications plus profondes du crime organisé, tel que trafic de drogue, afin de fournir des informations précises aux décideurs politiques, aux institutions de sécurité et aux OSC pour une meilleure formulation et mise en œuvre des politiques.

## 1.0 INTRODUCTION

En Afrique de l'Ouest, les guerres civiles ont régressé, la démocratie a gagné du terrain et les économies sont florissantes. Mais une nouvelle menace destructrice risque de mettre en péril ces progrès: avec la complicité locale, les cartels internationaux de la drogue constituent cette menace avec leurs effets dévastateurs. Après avoir examiné les faits, consulté les experts de la région et au-delà et visité certains des pays et communautés les plus affectés de la région, la Commission Ouest-Africaine sur les Drogues (WACD) a publié son rapport avant-gardiste « Pas seulement une zone de transit : Drogues, Etat et Société en Afrique de l'Ouest »<sup>1</sup> en Juin 2014, après 18 mois de recherches. Selon le rapport, les problèmes associés aux drogues existent à tous les niveaux de la société en Afrique de l'Ouest et constituent une nouvelle menace pour le développement des pays ouest-africains. Comme le titre fait état, la sous-région est de plus en plus déstabilisée non seulement par le commerce illicite, mais aussi par la production et la consommation de drogues au niveau local.

Les résultats de l'analyse faite dans le rapport démontrent l'ampleur du commerce illicite de drogues. Le trafic de cocaïne, estimé à lui seul à 1,25 milliard de dollars, supérieur aux budgets nationaux de nombreux Etats de la région. Les recommandations du rapport de la WACD offrent aux responsables politiques, aux donateurs, à la société civile et à d'autres acteurs de la région une ressource inestimable leur permettant d'examiner et de réformer les lois en matière de drogues. C'est dans ce contexte que l'IDPC<sup>2</sup>, en partenariat avec la WACD<sup>3</sup>, l'Institut de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSI)<sup>4</sup>, la Fondation Kofi Annan (KAF)<sup>5</sup>, Global Initiative Against Transnational Organised Crime<sup>6</sup>, et l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID)<sup>7</sup> ont organisé cet « Atelier pour les Médias sur les Politiques en Matière de Drogues en Afrique de l'Ouest ».

Les principaux objectifs de l'atelier étaient les suivants:

- Sensibiliser et faire comprendre la vraie nature du problème de drogues dans la région ;
- Sensibiliser des leaders d'opinion clés sur les problèmes et dilemmes auxquels sont confrontés les usagers de drogues, les forces de l'ordre et les décideurs ; et
- Discuter des approches équilibrées et probantes d'Afrique et d'ailleurs et renforcer les compétences des journalistes à couvrir les problèmes liés aux drogues dans la région.

### 1.1 Projection d'une vidéos de la WACD

Avant l'allocution d'ouverture, une courte vidéo de la WACD a été projetée. La vidéo se base sur le rapport de la WACD pour mettre en évidence l'état actuel de la politique en matière de drogues en Afrique de l'Ouest, et a été projetée en français<sup>8</sup> tout comme en anglais<sup>9</sup>.

---

<sup>1</sup> <http://www.wacommissionondrugs.org/fr/rapport/>

<sup>2</sup> <http://idpc.net>

<sup>3</sup> <http://www.wacommissionondrugs.org/fr/>

<sup>4</sup> <http://www.wacsi.org/>

<sup>5</sup> <http://kofiannanfoundation.org>

<sup>6</sup> <http://www.globalinitiative.net>

<sup>7</sup> <http://www.usaid.gov>

<sup>8</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=hZXaB0m6a20>

<sup>9</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=c5dz9d22NGw>

## **1.2 Discours d'inauguration de la formation**

### **Jamie Bridge, Responsable Principal des Politiques et des Opérations à l'IDPC**

Jamie Bridge a remercié les personnes présentes pour leur participation à l'atelier. Jamie a parlé de la mission et vision de l'IDPC, qui est un réseau mondial de 134 OSC centré sur les problématiques reliées à la production, à la consommation et au trafic de drogues. Il a par la suite fait état de la politique internationale en matière de drogue qui n'a pas réussi à faire baisser la consommation ou l'approvisionnement de drogues, et c'est pour cette raison que l'IDPC encourage un débat ouvert et objectif sur l'efficacité, la direction et le contenu des politiques en matière de drogues aux niveaux national et international. L'IDPC soutient les politiques probantes qui arrivent à réduire les risques associés aux drogues.

Jamie a soulevé la nécessité pour les médias de véhiculer ce message afin de réaliser les changements nécessaires. Il a exhorté les participants à changer leur façon de faire des reportages sur les usagers de drogues, et a ajouté que les punitions et le harcèlement ne font qu'aggraver la situation. Nous devons changer les politiques actuelles, qui devraient mettre l'accent sur la santé publique et les droits humains. Il a déclaré : « Je souhaite que tout le monde quitte l'atelier avec de nouvelles idées et histoires à raconter, qui permettront d'améliorer le débat sur la politique en matière de drogues et conduiront à de meilleures politiques en Afrique de l'Ouest ».

### **Mme Nana Asantewa Afadzinu, Directrice Exécutive de WACSI**

La Directrice Exécutive de WACSI, Nana Asantewa Afadzinu, a appelé les médias à tirer parti de leur rôle d'informateurs pour mener le débat et faire en sorte que les politiques en matière de drogues adoptées par les gouvernements ne causent plus de mal que de bien à la société. Elle a souligné la nécessité pour les médias de rechercher des informations concrètes pour sensibiliser la population, et a réitéré l'engagement de son organisation à soutenir les efforts de la société civile envers des politiques plus équilibrées et humaines dans la région.

Nana a aussi parlé de l'effet du trafic de drogue sur les économies en Afrique de l'Ouest, les sociétés et la gouvernance, et c'est pour cette raison que les politiques en matière de drogues est l'une des principales préoccupations de WACSI. « Au lieu de construire plus de prisons, pourquoi ne pas se concentrer sur le traitement et le soutien des usagers de drogues », a ajouté Nana.

Nana a également interpellé les participants à arrêter de stigmatiser les usagers de drogues, mais plutôt de prendre soin d'eux car l'usage de drogues est un problème de santé. « Nous y arriverons seulement si les médias communiquent le bon message, et nous vous encourageons donc à utiliser le pouvoir des médias pour persuader les communautés ».

### **Peter Tinti, Global Initiative against Transnational Organised Crime**

Peter Tinti prenant la parole à dire qu'il était heureux d'être à Accra, et s'est présenté comme journaliste indépendant américain. Peter a passé de nombreuses années en Afrique de l'Ouest (Mali, Nigeria, etc.) et a écrit de nombreuses publications sur le crime organisé pour « The Global Initiative Against Transnational Organised Crime » - un réseau de personnalités des domaines de mise en pratique des lois, de gouvernance et du développement dédiés à la recherche de nouvelles stratégies et réponses aux crimes organisée et la création d'une plateforme de débat d'idées.

Peter a promis d'aider les participants au cours de l'atelier à comprendre certaines questions liées au crime organisé et les stratégies visant à minimiser les risques dans leurs reportages ces derniers.

Il a conseillé aux participants de collaborer autant que possible, plus particulièrement entre les médias et la société civile, afin d'aider les autres parties prenantes à combattre le crime organisé.

### **1.3 Introduction des participants**

Tour à tour, les participants se sont présentés et ont commenté sur ce que chacun fait, leurs domaines de couverture. Il y avait 26 journalistes issus des pays suivants: Bénin (1), Burkina Faso (2), Cap- Vert (1), Gambie (1), Ghana (4), Guinée Bissau (2), Cote d'Ivoire (3), Liberia (1), Mali (2), Mauritanie (1), Niger (1), Nigeria (2), Sénégal (2), Sierra Leone (1) et Togo (2) – voir Annexe II.

## **2.0 LA COMMISSION OUEST AFRICAINE SUR LES DROGUES (WACD)**

### **2.1 Présentation du rapport de la WACD, ses recommandations, et son impact médiatique**

Alpha Abdoulaye Diallo, un commissaire de la WACD de la Guinée, a entamé la présentation du rapport de la WACD par la présentation des autres commissaires présents à l'atelier - Dr Idrissa Ba du Sénégal, et Adeolu Ogunrombi du Nigeria.

La WACD a été mis en place par Kofi Annan en Janvier 2013 comme un organe indépendant pour étudier le problème de drogues pesant sur la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest, de manière objective et directe et formuler des recommandations pour des politiques plus efficaces. La Commission est composée de 11 leaders régionaux issus du monde politique, de la société civile, santé, sécurité et du système judiciaire. Présidée par l'ancien président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, elle a pour objectifs de formuler des recommandations de politique probantes, de mobiliser l'opinion publique et l'engagement politique, de favoriser la capacité et l'appropriation au niveau régional et local afin de faire face aux défis posés par les drogues.

Alpha a ensuite explique que le rapport « *Pas seulement une zone de transit : drogues, l'Etat et société en Afrique de l'Ouest* »<sup>10</sup>, est le résultat de 18 mois de consultations avec les organes nationaux, régionaux et internationaux. Le rapport est sorti officiellement en Juin 2014. Le rapport indique que l'Afrique de l'Ouest est une zone de trafic, de consommation et de production de drogues, ce qui perturbe la stabilité de la région. La valeur annuelle estimée de cocaïne transitant par l'Afrique de l'Ouest est de 1,25 milliard de dollars, supérieur au budget national annuel de plusieurs pays de la région. Le trafic de drogue est un crime transnational organisé facilité par la faiblesse des contrôles frontaliers de la région. Aussi, avec le soutien de hauts fonctionnaires, les trafiquants de drogues exploitent les faiblesses institutionnelles (par la corruption) et fonctionnent sous le couvert d'entreprises légitimes.

Alpha a ajouté que le commerce de drogues a conduit à une augmentation du blanchiment d'argent, qui affecte le développement économique de la région. En outre, la criminalisation pour usage et possession de drogue exerce une pression importante sur les systèmes de justice déjà surchargés, incitant à la corruption et entraînant des abus et violations des droits humains.

<sup>10</sup> <http://www.wacommissionondrugs.org/fr/rapport/>



De ce fait la levée des sanctions pénales pour usage de drogues sera l'un des moyens les plus efficaces de réduire les risques liés à la drogue, de faciliter l'accès au traitement, et de dégager des ressources qui servira à mettre l'accent sur une dissuasion plus sélective et le ciblage des grands trafiquants.

Le rapport de la WACD propose plusieurs recommandations qui cherchent à répondre à la sévérité de la situation causée par le trafic de drogue en Afrique de l'Ouest. Ces recommandations comprennent:

- Traiter l'usage de drogues comme un problème de santé publique avec des causes et des conséquences socio-économiques, plutôt que de le confier à la justice pénale
- Renforcer les dispositifs d'application de la loi à des fins de dissuasion plus sélective, ciblant en priorité les hauts responsables du trafic
- Affronter énergiquement les problèmes politiques et les problèmes de gouvernance qui incitent à la corruption au sein des gouvernements
- Élaborer, réformer et/ou harmoniser les législations sur les drogues en se fondant sur les normes minimales existantes ou en cours d'élaboration
- Poursuivre la décriminalisation de l'usage de drogues et des infractions mineures et non-violentes liées aux drogues
- Éviter la militarisation des politiques sur les drogues et des mesures de lutte contre le trafic
- Faire en sorte que la responsabilité partagée des pays de production, de transit et de consommation débouche sur des stratégies opérationnelles.

Alpha a expliqué aux participants qu'il reste beaucoup à faire, et a appelé au soutien des médias pour diffuser les recommandations du rapport de la WACD, et aussi de communiquer le message principal – comme l'a déclaré Kofi Annan, lors du Forum économique mondial de Davos, 2013: « Je crois que les drogues ont détruit beaucoup de gens, mais de mauvaises politiques gouvernementales en ont détruit beaucoup plus ».

## **2.2 Présentation du Réseau Ouest Africain de Politique en Matière de Drogues**

Adeolu Ogunrombi prenant la parole affirme que Le Réseau Ouest Africain de Politique en Matière des Drogues (WADPN) est l'un des résultats clés des différents ateliers régionaux des organisations de la société civile d'OSC au cours des deux dernières années (Accra, octobre 2013 ; Dakar, juin 2014 ; Accra, février 2015) qui visaient à examiner les questions clés relatives à la politique et à la consommation de drogue en Afrique de l'Ouest.

Le Réseau est dirigé par un Secrétariat à Accra et est coordonné par Adeolu. Son objectif principal est de soutenir la réforme de la politique en matière de drogue en Afrique de l'Ouest par le renforcement des capacités et de la communication des OSC locales pour leur permettre de mieux cerner la problématique du marchés de drogues et leur impact sur la démocratie, la gouvernance, la sécurité humaine, les droits humains et la santé publique.

Les progrès accomplis à ce jour comprennent l'identification et la sélection des points focaux dans 14 pays, la formation de réseaux nationaux, et la finalisation d'un programme de petites subventions à l'endroit de chaque pays pour soutenir les activités de ces derniers.

Adeolu a conclu sur la nécessité d'avoir le soutien des médias pour que le Réseau atteigne son objectif, pour les raisons suivantes: (1) la sensibilité du sujet en raison de la prévalence d'idées non fondées, de stigmatisation et de mauvaises informations; (2) la participation des hauts fonctionnaires et des individus bien connectés dans le trafic de drogue; et (3) la capacité des

médias à façonner le discours public.

### 2.3 Etude de cas: Ghana

Maria-Goretti Ane de l'IDPC a présenté le cas du réseau du Ghana, son objectif, ce que fait le réseau actuellement, et comment il a impliqué les médias dans son travail de plaidoyer.

Le principal objectif du réseau au Ghana est de plaider en faveur d'une politique nationale basée sur des preuves. Le réseau s'engage également à assurer que les politiques gouvernementales autour de la dépendance aux drogues ne pas violent pas les droits humains des personnes concernées, qu'elles bénéficient de soins de santé, et qu'elles sont intégrées dans la société par le biais d'une formation professionnelle pour leur permettre de redevenir des membres productifs de leur communauté.

Maria-Goretti a expliqué que le réseau du Ghana est un forum ouvert qui encourage la diversité, indépendamment du parcours professionnel des individus (chercheurs, militants, psychologues, avocats, anciens usagers, chefs religieux, etc.). Il vise à assurer:

- Un débat ouvert et inclusif en amont de l'UNGASS;
- La promotion de la santé, des droits humains, du développement, de l'inclusion sociale et de la sécurité humaine, au lieu de se concentrer uniquement sur la réalisation d'un monde sans drogue;
- La fin de la criminalisation des usagers de drogues et des petits trafiquants (tels que les petits planteurs de drogues);
- La proportionnalité des peines pour les infractions relatives aux drogues.

Pour finir Maria-Goretti affirme que le réseau implique les médias dans ses diverses activités pour amplifier, élargir les messages de plaidoyer pour atteindre le plus grand nombre de personnes. Ils ont travaillé avec Radio XYZ et ETV, parmi d'autres (voir ci-dessous).



Photo 1: Réseau du Ghana sur ETV



### 3.0 MISE EN CONTEXTE

#### 3.1 Le système de contrôle international des drogues et l'UNGASS

Jamie Bridge a partagé l'histoire du système de contrôle international des drogues, qui remonte à la Commission de Shanghai en 1909, suivi de la Convention internationale sur l'opium de 1912, puis des trois traités actuels sur les drogues à savoir:

- La Convention unique de 1961 des Nations Unies sur les stupéfiants, modifiée par le protocole de 1972
- La Convention unique de 1971 des Nations Unies sur les substances psychotropes
- La Convention de 1988 des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes

Le système de contrôle des drogues des Nations Unies est conduit par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui est le premier organe représentatif de l'ONU, suivi du Conseil Economique et Social (ECOSOC), et de la Commission des Stupéfiants (CND) – qui l'organe intergouvernemental dédié aux drogues au sein du système. La CND supervise et approuve le budget de l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (ONUDC), qui est l'agence spécialisée des Nations Unies. En outre, il y a aussi des rôles mandatés par les conventions pour l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), tandis que le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) joue également un rôle aux côtés tout comme les autres agences des Nations Unies.

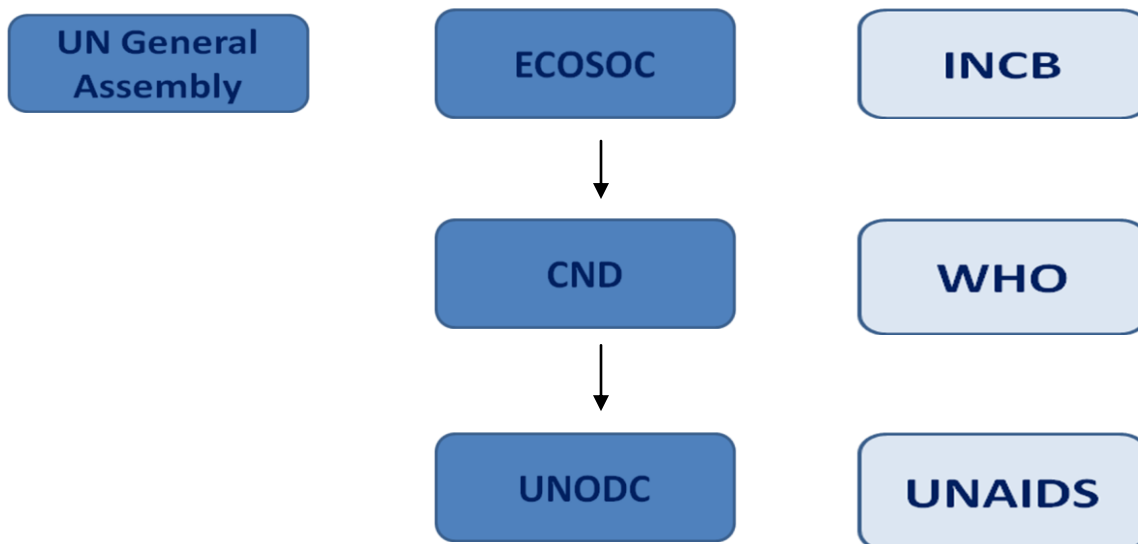


Schéma 3: Système international de contrôle des drogues<sup>11</sup>

<sup>11</sup> <http://idpc.net/publications/2015/04/west-africa-drug-policy-training-toolkit-facilitation-guide>

Les conventions internationales sur les drogues visent à « protéger la santé et le bien-être de l'humanité », mais leur mise en œuvre a largement guidé par « guerre contre la drogue », mettant l'accent sur la punition et le harcèlement sans grande attention portée à la santé et aux droits des usagers de drogues.

Jamie a mentionné l'importance de la prochaine session extraordinaire de la Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies (UNGASS) sur les drogues en avril 2016 - la première de ce genre depuis 1998. L'UNGASS a été demandée par les présidents mexicain, guatémaltèque et colombien - avec le soutien d'un certain nombre d'autres pays - afin d'insister sur l'importance d'un débat sur le problème mondial de drogues. Elle se doit d'être un débat ouvert et inclusif, mais certains gouvernements semblent enclins à limiter et à restreindre les discussions. Cependant, Jamie a déclaré que cette est arrivée à point nommé car le « tabou » de l'échec de la guerre contre la drogue a été levé, et que les voix demandant une harmonisation et modernisation du système de contrôle international des drogues ne cessent de s'élever de croître.

### **3.2 Aperçu des approches dominantes de contrôle des drogues**

Maria-Goretti Ane a déclaré que les approches dominantes de contrôle des drogues pour réduire l'ampleur des marchés et de la consommation de drogue sont basées sur le principe de dissuasion, mettant l'accent sur la mise en œuvre de lois prohibitionnistes sévères contre la production ; la distribution et l'utilisation et aussi par la menace de punitions.

Par conséquent, les approches dominantes de contrôle des drogues partent du principe qu'un marché mondial sans drogue peut être atteint sans préoccupation aucune pour les droits humains et la santé. Cette approche a été suivie depuis plus de 50 ans, et n'a pourtant pas réussi à réduire l'usage ou l'approvisionnement de drogues à l'échelle mondiale (comme en témoigne le Rapport de l'ONUDC sur la drogue dans le monde<sup>12</sup>). Au contraire, elle a engendré une série de conséquences imprévues - y compris le traitement des usagers de drogue comme des criminels, et un déséquilibre entre le financement accordé à la santé et à l'application des lois.

### **3.3 L'arbre des politiques en matière de drogues**

Maria-Gorreti Ane a présenté une activité par laquelle les participants étaient invités à dessiner un arbre pour représenter une politique ou une approche spécifique - composée de trois parties:

- Le tronc représentant l'intervention choisie par les gouvernements
- Les racines représentant la logique, les justifications sous-jacentes et les principes qui fondent l'intervention
- Les branches représentent les effets de l'intervention - à la fois négatifs et positifs.

Les participants ont été divisés en groupes de 5 ou 6 personnes pour dessiner leur arbre, sur la base de ce qui se passe dans leurs différents pays. Les cinq groupes ont ensuite présenté leur travail (voir ci-dessous).

<sup>12</sup> <http://www.unodc.org/wdr2015/>



Le journalisme d'investigation s'évertue à découvrir les informations cachées ou à trouver ce que les informations "ne disent pas", et c'est cela qui le différencie du journalisme classique qui est très bref et suit un cycle quotidien hebdomadaire ou mensuel.

Peter Tinti a déclaré que le journalisme d'investigation est authentique, dynamique et requiert beaucoup d'informations et de recherche. Il suit un processus plutôt qu'un événement (à la différence des informations quotidiennes), provient d'une variété de sources, et nécessite des ressources comme tout un travail d'ensemble.

Selon Peter Tinti, un bon journaliste d'investigation est curieux, désireux de découvrir la vérité, et persévère jusqu'à l'aboutissement du fruit de son projet.<sup>13</sup>

#### **4.2 Investigation du crime organisé**

Dans cette session, Peter Tinti a défini ce qu'est le crime organisé, en a partagé les tendances et décrit certaines des principales étapes à suivre pour un journaliste d'investigation.

Peter définit le crime organisé comme une activité criminelle qui implique plusieurs acteurs ou groupes de manière continue, et devient crime transnationale organisée quand elle transcende les frontières nationales. Selon l'ONUDC, la criminalité transnationale organisée est devenue une menace d'importance majeure au niveau international, et immédiate pour les gens partout dans le monde qui subissent ses effets.

Les types de crime organisé peuvent inclure:

- Le trafic et la production illicite de drogues, de tabac, d'alcool et de pétrole
- La cybercriminalité
- Les armes
- Le trafic d'êtres humains
- La criminalité environnementale
- La criminalité financière et le blanchiment d'argent

Certaines des principales étapes à suivre pour un journaliste d'investigation sont: consulter d'autres médias, cultiver ses sources, faire attention à l'environnement, et développer une hypothèse.

Sur ce, Peter a demandé aux participants de se diviser en groupes et pour un exercice de réflexion. Les groupes ont choisi un sujet à étudier, ont développé une hypothèse de travail pour leur enquête, et ont expliqué l'importance de leur histoire.

#### **5.0 POLITIQUES EQUILIBREES: SANTE**

Jamie a partagé avec les participants les cinq principes de l'IDPC qui fondent une politique efficace, particulièrement celles en matière de drogues qui devraient:

- Etre développé suivant une analyse objective des priorités et des preuves à l'appui
- Etre effectués dans le plein respect du droit international concernant les droits humains

---

<sup>13</sup> <http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001930/193078e.pdf>

- Mettre l'accent sur la réduction des conséquences néfastes, plutôt que l'ampleur de la consommation et des marchés drogues
- Promouvoir l'inclusion sociale des groupes marginalisés, et non se concentrer sur des mesures punitives à leur égard
- Etre élaborées et appliquées sur la base de relations ouvertes et constructives avec la société civile<sup>14</sup>

En réalité, il y a un déséquilibre évident dans l'orientation actuelle des politiques internationales en matière de drogue: plus d'un milliard de dollars ont été dépensés pour des mesures répressives, tandis que seulement 7 pour cent du financement global nécessaire pour les services de réduction des risques a été mis à disposition. En outre, seulement 1 sur 6 "usagers de drogues à problème" a accès à un traitement médicamenteux fondé sur des preuves, et 80 pour cent de la population mondiale vit dans des pays qui ont peu ou n'ont pas accès aux médicaments antidouleurs contrôlés.

Jamie a donc réitéré la nécessité de réformer l'approche internationale en matière de drogue pour assurer l'accès aux services de santé. Il par la suite partagé avec les participants la « règle du 20/80 », élaborée dans le rapport de la WACD. Celle-ci stipule que seul un faible pourcentage des usagers de drogues souffre de problèmes liés à leur consommation de drogues, et ainsi des services de traitement fondés sur des preuves devraient se concentrer sur ce groupe cible pour réduire les problèmes liés à la drogue de manière efficace.

Parallèlement, une prévention efficace tenant compte des effets et coûts vise à réduire les facteurs de risque (problèmes de santé mentale, l'abus au sein de la famille, etc.) et à renforcer les facteurs de protection (bien-être psychologique et émotionnel, un fort attachement à des familles aimantes, etc.) - plutôt que de promouvoir des initiatives médiatiques de masse destinées à effrayer les gens.

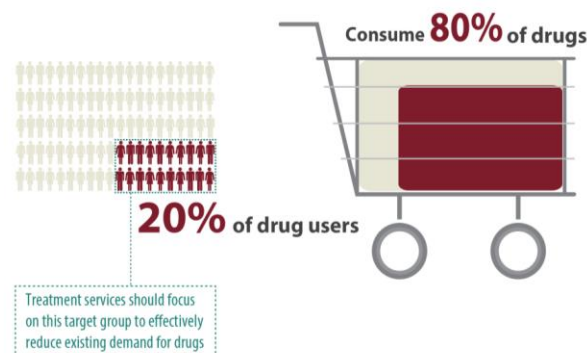


Schéma 4: la règle du 20/80<sup>15</sup>

## 6.0 REDUCTION DES RISQUES

### 6.1 Introduction

Selon l'organisation Harm Reduction International, la réduction des risques est un ensemble de « politiques, programmes et pratiques qui visent principalement à réduire les conséquences sanitaires, sociales et économiques de l'utilisation de substances psychoactives licites et illicites

<sup>14</sup> [www.idpc.net/policy-principles](http://www.idpc.net/policy-principles)

<sup>15</sup> <http://www.wacommissionondrugs.org/report>

sans nécessairement réduire la consommation de drogues »<sup>16</sup>. La réduction des risques profite aux usagers de drogues, leurs familles et à la communauté ; c'est une approche éprouvée mise en œuvre depuis plusieurs décennies avec un grand taux de réussite.

Jamie Bridge a réitéré l'importance de la réduction des risques dans le cadre d'une politique équilibrée:

- 12,7 millions de personnes dans le monde s'injectent de la drogue – 13 pour cent d'entre elles sont séropositives
- En Afrique subsaharienne, on estime qu'un million de personnes consomment des drogues injectables - 5 à 10 pour cent d'entre elles vivent avec le VIH
- Dans certains pays - notamment en Afrique - la prévalence du VIH parmi les personnes qui s'injectent des drogues dépasse les 30 pour cent (voir ci-dessous)
- L'overdose de drogue est une cause majeure de mortalité dans de nombreuses parties du monde, tandis que les usagers de drogue sont aussi plus touchés par l'hépatite et la tuberculose.

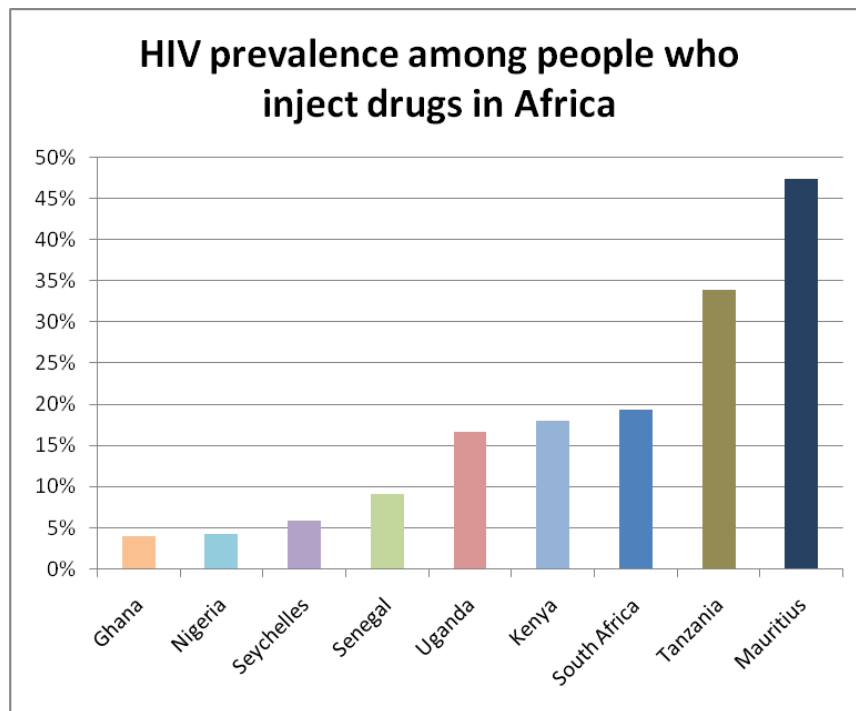


Schéma 5 : prévalence du VIH chez les usagers de drogues injectables en Afrique<sup>17</sup>

L'ONU a défini et adopté un "paquet exhaustif" de neuf interventions de réduction des risques pour fournir des services de prévention, de traitement et de soins aux usagers de drogues injectables. Cependant, Jamie a déclaré que cela ne suffit pas, car certains services importants n'y figurent pas, tels que la prévention des overdoses, les services de proximité, les établissements d'injection sécurisée et le test des pilules (voir, par exemple, le paquet étendu

<sup>16</sup> <http://www.ihra.net/what-is-harm-reduction>

<sup>17</sup> [https://dl.dropboxusercontent.com/u/64663568/library/West-Africa-drug-policy-training-toolkit\\_FRENCH.pdf](https://dl.dropboxusercontent.com/u/64663568/library/West-Africa-drug-policy-training-toolkit_FRENCH.pdf)



défini par l'International HIV/AIDS Alliance<sup>18</sup>).

Au sommet de la liste de l'ONU figurent les Programmes d'Aiguilles et de Seringues (PAS), qui visent à réduire la transmission du VIH et d'autres virus transmissibles par le sang transmis par le partage de matériel d'injection non stérile.

Selon Harm Reduction International, aucun pays d'Afrique de l'Ouest n'a de politique nationale qui se réfère explicitement à la réduction des risques<sup>19</sup>. Le Sénégal et le Burkina Faso ont un dispositif pour la Thérapie de Substitution aux Opiacés (TSO), tandis que seul le Sénégal fournit des aiguilles et des seringues stériles aux personnes qui utilisent des drogues injectables (voir ci-dessous). Les participants ont également noté que les services sont sur le point de voir le jour au Nigeria. Aucun pays en Afrique sub-saharienne ne fournit actuellement un traitement assisté à l'héroïne, d'établissements d'injection sécurisée ou de programmes de naloxone pour une réponse urgente aux overdoses.

<b>Référence à la réduction des risques dans les documents politiques nationaux</b>	Kenya, Maurice, Tanzanie
<b>Thérapie de Substitution aux Opiacés (TSO)</b>	Burkina Faso, Kenya, Maurice, Sénégal, Seychelles, Afrique du Sud, Tanzanie
<b>Programmes d'Aiguilles et de Seringues (PAS)</b>	Kenya, Malawi, Maurice, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie
<b>Traitement Assisté à l'Héroïne</b>	N/A
<b>Centres de Consommation à Moindres Risques</b>	N/A
<b>Programmes de naloxone à domicile pour la gestion des overdoses</b>	N/A

Tableau 1: Statut des pratiques de réduction des risques en Afrique sub-saharienne <sup>20</sup>

Jamie a conclu la session en décrivant certains des obstacles communs qui empêchent la mise en œuvre de la réduction des risques – tels que les points de vues idéologiques (comme la croyance que les usagers de drogues sont mauvais ou faibles), une mauvaise interprétation des traités (les conventions internationales permettent les interventions de réduction des risques), la volonté politique (de nombreux décideurs peuvent considérer les usagers de drogues comme des gens qui ne votent pas), et bien d'autres.

## 6.2 Pairs, patients, prisonniers, partenaires

Jamie et Maria-Goretti ont ensuite présenté une autre activité de groupe, qui permet de réfléchir à la stigmatisation et la peur auxquelles les usagers de drogue sont souvent confrontés. Dans leurs groupes, les participants se sont penchés sur certains des mots et termes courants utilisés dans leurs pays pour décrire les usagers de drogues. Quelles images se dessinent dans votre esprit à entendre ces termes? Comment ces étiquettes peuvent-ils se répercuter sur l'aspect de la personne et ses chances d'aller se faire traiter?

<sup>18</sup> [www.aidsalliance.org/assets/000/000/383/454-Good-practice-guide-HIV-and-drug-use\\_original.pdf](http://www.aidsalliance.org/assets/000/000/383/454-Good-practice-guide-HIV-and-drug-use_original.pdf)

<sup>19</sup> <http://www.ihra.net/contents/1524>

<sup>20</sup> <http://www.ihra.net/contents/1524>

### 6.3 Partage d'expérience d'un ancien usager de drogue

Christian Lion Lokko du Ghana commença à consommer de la drogue à l'âge de 13 et est devenu accro à la marijuana, à la cocaïne et à l'alcool. Sa carrière de professeur d'anglais dans une école secondaire s'est terminée soudainement à cause de sa consommation de drogues et la stigmatisation qui en découle. Il a perdu son emploi et a commencé à montrer des signes de dépression. Il buvait et fumait excessivement.

Il a beaucoup souffert dans sa lutte contre la dépendance et s'est senti rejeté par la société et par sa propre famille. Il a pu se remettre sur pieds grâce à l'aide d'un centre de réadaptation connu sous le nom de Remar Ghana.<sup>21</sup>

Christian a exprimé sa gratitude envers les OCS qui mettent en place des centres médicales qui viennent en aide aux usagers de drogues, sans lesquelles sa situation serait pire. Il a déclaré que la dépendance est plus épidémique que l'Ebola et le VIH, et que la prison n'est pas une solution, car la consommation de drogues est un problème de santé.

Christian a souligné que chaque usager de drogue est le fils ou la fille, le frère ou la sœur, la mère ou le père de quelqu'un. Il a déclaré que nous ne devrions pas dépeindre les usagers de drogues comme des délinquants sans comprendre les raisons de leurs problèmes et de leur usage de drogue (qui, pour beaucoup d'hommes et de femmes, peut être à des fins médicales). Christian a ajouté que la société devrait se préoccuper des 20 pour cent d'usagers de drogue qui sont dépendants ou qui souffrent, qui vivent leur vie seuls, sans aucune aide. Ils ont besoin de renouer avec la société.

Les participants ont posé beaucoup d'excellentes questions à Christian lors d'une séance prolongée, et celui-ci a conclu en disant: « Je veux consacrer ma vie à cette cause, être une voix pour les sans voix. Nous devons soutenir les usagers de drogue parce qu'ils appartiennent à notre société. Je vais plaider pour de meilleures politiques pour aider les usagers de drogue à se redécouvrir et à les ramener dans la société ».

### 6.4 La campagne « Soutenez. Ne Punissez Pas ».

Jamie Bridge a décrit la campagne mondiale de plaidoyer « Soutenez. Ne punissez Pas » [www.supportdontpunish.org/fr](http://www.supportdontpunish.org/fr) qui est une campagne pour la réduction des risques et réforme des politiques en matière de drogues. La campagne a pour objectifs de soutenir les interventions de réduction des risques, promouvoir le respect des droits humains, soutenir la réforme des politiques en matière de drogue et de mettre fin à la criminalisation de l'usage de drogue.

La campagne s'articule autour d'une « Journée mondiale d'action » chaque 26 juin – c'est à dire la Journée internationale de l'ONU contre l'abus et le trafic illicite de drogues<sup>22</sup>. Des partenaires du monde entier organisent des rassemblements publics, des représentations visuelles, des conférences et ateliers, des conférences de presse, etc., pour donner un élan à l'UNGASS.

Les pays d'Afrique de l'Ouest impliqués dans la Journée mondiale d'action 2015 sont les suivants: le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, la Côte-d'Ivoire, le Niger, le Mali, le Nigeria, le Sénégal et la Sierra Leone. Jamie a exhorté les participants à prendre part à la

<sup>21</sup> <http://www.remarghana.org>

<sup>22</sup> <http://supportdontpunish.org/day-of-action-2015>

campagne et à fournir une couverture et un appui aux OSCs dans les pays concernés.

Un autre élément central de la campagne est un projet photo interactif, une pétition photographique en ligne, qui regroupe plus de 6.000 photos du monde entier<sup>23</sup>. Maria-Goretti a appelé les participants à prendre des photos pour la campagne de plaidoyer (voir ci-dessous).



Photo 4: la campagne “Soutenez. Ne Punissez Pas”<sup>24</sup>

## 7.0 STRUCTURER UNE ENQUETE ET IDENTIFIER LES SOURCES

Peter Tinti a de nouveau parlé de la façon de structurer une enquête. La première chose à faire est d'élaborer un plan de travail réalisable avec limites et objectifs. Cela aide à communiquer, collaborer et “vendre” l'idée aux autres. Il permet également au journaliste de mieux répartir

<sup>23</sup> <http://supportdontpunish.org/photoproject/>

<sup>24</sup> <http://supportdontpunish.org/photoproject/>

son temps et ses ressources, fournit des critères pertinents pour les éléments de preuve que le journaliste recueille, et pose les bases d'une histoire cohérente.

Peter a conseillé aux participants de formuler une hypothèse ou de poser une question directe à laquelle l'histoire doit répondre. Le journaliste doit être concret et précis, éviter une terminologie vague qui peut être interprétée de différentes manières, et éviter tout parti pris.

Peter Tinti a ensuite partagé avec les participants les deux principales sources d'information - à savoir les sources primaires et secondaires. Les sources primaires viennent de preuves directes ou spécifiques et sont les plus précieuses, mais elles doivent être vérifiées. Les sources secondaires servent à définir le contexte, mais il est nécessaire de vérifier les informations et la crédibilité de la source. Les types de sources peuvent inclure, entre autres, des sources humaines, des documents papier, des sources numériques et le « crowd-sourcing ».

Pour recueillir des informations utiles et pertinentes, le journaliste doit cartographier les Sources disponibles à lui afin de voir quelles informations à t-il en possession.

Peter a terminé la session avec un autre exercice de groupe qui s'est basé sur la session 4.2, et les différents groupes ont présenté leurs travaux sur la cartographie des sources.

## **8.0 SEANCE DE CLOTURE**

Adeolu Ogunrombi a exprimé sa profonde gratitude aux participants d'avoir participer à l'atelier, et les a exhortés à consulter le site <http://www.wacommissionondrugs.org/fr/> et d'utiliser les rapports qui y sont, qui devraient être utiles et pertinent à leur travail.

Il a également invité les participants à écrire des articles sur la campagne "Soutenez. Ne Punissez Pas" du 26 juin, sur la base de ce qui allait se passer dans leurs différents pays, et il les a encouragés à s'y impliquer aussi.

Adeolu a réitéré que le Réseau Ouest-Africain de Politique en Matière de Drogue (WADPN) a besoin du soutien des médias pour atteindre ses objectifs, et a invité les participants à partager leur engagement et leurs rapports avec le Réseau à travers l'email du Secrétariat [wecsodp@gmail.com](mailto:wecsodp@gmail.com).

L'atelier s'est clôturé par la remisé des certificats aux participants faite par Maria-Goretti Ane et Jamie Bridge avec des remerciements à l'endroit des participants. Ils leur ont souhaité une bonne continuation dans leur travail sur le terrain et les ont encouragés à partager leurs rapports avec l'IDPC, WADPN, et WACSI.

## **9.0 FEEDBACK DES PARTICIPANTS**

L'IDPC a distribué des formulaires au début et à la fin de l'atelier pour évaluer les connaissances des participants sur les questions qui ont été abordées. Les connaissances auto-déclarées au sujet du système de contrôle international des drogues ont augmenté d'une moyenne de 5,4 sur 10 avant l'atelier à 7,1 après. Des augmentations similaires ont été enregistrées en ce qui concerne les connaissances de la réduction des risques (de 5,1 à 7,0), la prévention et le traitement de la dépendance (de 5,5 à 7,3), et les moyens de plaider en faveur d'une réforme des politiques (de 5,7 à 7,2). La prise de connaissance du rapport de la WACD et de l'UNGASS a également été grandement améliorée par l'atelier.

Les participants étaient également très satisfaits de l'ensemble de l'atelier en termes de contenu, d'organisation, de présentations, de facilitation et de ressources. Un certain nombre de participants a commenté sur le manque de temps disponible, avec beaucoup d'informations couvertes en seulement deux jours, en particulier sur la nécessité d'accorder plus de temps aux questions et à la discussion. D'autres idées pour de futurs ateliers comprennent des visites aux services spécialisés, et plus de suivi avec les participants entre les ateliers. Au total, 25 formulaires ont été reçus, avec 25 évaluations jugeant l'atelier de «bonne qualité» ou «excellent».

## **10.0 COUVERTURE MEDIATIQUE**

Voici quelques-uns des articles en ligne et des histoires résultant de l'atelier:

- ✓ <https://www.modernghana.com/news/621141/1/media-workshop-on-drug-policy-in-west-africa-under.html>
- ✓ <http://thepoint.gm/africa/gambia/article/drug-addicts-deserve-help-not-punishment-idpc>
- ✓ <http://wadpn.blogspot.com/2015/07/decriminaliser-la-consommation-de.html>
- ✓ <http://idpc.net/blog/2015/06/telling-the-story-drug-policies-and-the-media-in-west-africa>
- ✓ <http://wadpn.blogspot.com/2015/06/supportdont-punish-urges-alignment-of.html>
- ✓ <http://wadpn.blogspot.com/2015/06/drug-users-need-rehabilitation-not.html>
- ✓ <http://wadpn.blogspot.com/2015/06/une-plate-forme-recommande-une.html>
- ✓ <http://wadpn.blogspot.com/2015/07/decriminalize-dont-criminalize-drugs.html>
- ✓ <http://wadpn.blogspot.com/2015/07/afrique-lappel-soutenir-les.html>

## **ANNEXE I: ORDRE DU JOUR**

### **Première Journée – 3 JUIN 2015**

<b>09:00 – 09:30</b>	<b>Enregistrement</b>
<b>09:30 – 10:30</b>	<b>Introductions de IDPC, the Global Initiative et WACSI</b>
10:30 – 11:00	PAUSE
<b>11:00 – 12:45</b>	<b>La Commission Ouest Africaine sur les Drogue (WACD)</b>
12:45 – 14:00	DEJEUNER (FOURNI)
<b>14:00 – 15:30</b>	<b>Mise en contexte – Présentations et activités en groupes</b>
15:30 – 16:00	PAUSE
<b>16:00 – 17:30</b>	<b>Une Introduction au Journalisme d’Investigation</b>
19:30 – 21:00	DINER DE GROUPE (FOURNI)

### **Deuxième journée – 4 JUIN 2015**

<b>10:00 – 11:00</b>	<b>Politiques Equilibrées: Santé</b>
11:00 – 11:30	PAUSE
<b>11:30 – 12:30</b>	<b>Partage d’Expérience d’un Ancien Usager de Drogue</b>
12:30 – 13:45	DEJEUNER (FOURNI)
<b>13:45 – 15:30</b>	<b>Structurer son Investigation et Identifier les Sources</b>
15:30 – 16:00	PAUSE
<b>16:00 – 16:30</b>	<b>Structurer son Investigation et Identifier les sources (suite)</b>
<b>16:30 – 17:00</b>	<b>Séance de Cloture</b>

## ANNEXE II: LISTE DES PARTICIPANTS

S/N	Nom du Participant	Pays	Organisation
1	Setondji Gerald Yaovi	Bénin	Le Progrès
2	Basseratou Kindo	Burkina Faso	l'Express du Faso
3	Ouedraogo Boureima	Burkina Faso	Le Reporter
4	Tavares Correia E Silva Filomena Maria	Cape Verde	A Semana
5	Amadou Bah	Gambie	Association of Health Journalists
6	Juana Akuamoah Boateng	Ghana	Africa in Focus
7	Emelia Aryee	Ghana	Modern Ghana
8	Charity Tetteh Roberts	Ghana	Radio XYZ
9	Edward Kwabi	Ghana	TV3
10	Allen Yéro Embalo	Guinée-Bissau	RFI correspondant
11	Fernando Jorge Lopes Pereira	Guinée-Bissau	
12	Bamba Karamoko	Côte d'Ivoire	Union des Radios de Proximité de Côte d'Ivoire (URPCI)
13	Lassine Fofana	Côte d'Ivoire	Radio Télévision Ivoirienne (RTI)
14	Suy Kahofi Jischvi	Côte d'Ivoire	West Africa Democracy Radio
15	Wade C.L Williams	Liberia	Frontpage Newspaper
16	Boukary Daou	Mali	Le Républicain
17	Massire Diop	Mali	L'indépendant
18	Thiam Mamadou	Mauritania	Calame
19	Ibrahim Manzo Diallo	Niger	
20	Ebhuomhan Usifo Sebastine	Nigeria	National Mirror
21	Tersoo Zamber	Nigeria	Radio Nigeria

<b>S/N</b>	<b>Nom du Participant</b>	<b>Pays</b>	<b>Organisation</b>
<b>22</b>	Mohamed Gueye	Sénégal	Le Quotidien
<b>23</b>	Demba Ali Jawo	Sénégal	APANews
<b>24</b>	Chukwu Adeyemi Paul	Sierra Leone	Sierra Media Express
<b>25</b>	Kouami Zodzi	Togo	Reuters
<b>26</b>	Combetey Combey Djidjolé	Togo	Africa Rendez-Vous
<b>PERSONNES RESSOURCES ET EQUIPE DE COORDINATION</b>			
<b>27</b>	Christian Lion Lokko	Ghana	Remar Ghana
<b>28</b>	Peter Tinti	USA	Global Initiative against Transnational Organized Crime
<b>29</b>	Jamie Bridge	UK	IDPC
<b>30</b>	Maria-Goretti Ane	Ghana	IDPC
<b>31</b>	Amy Hamelin	Ghana	USAID
<b>32</b>	Erica Naegeli	Ghana	USAID
<b>33</b>	Adeolu Ogunrombi	Nigeria	WACD
<b>34</b>	Idrissa Ba	Sénégal	WACD
<b>35</b>	Alpha Abdoulaye Diallo	Guinée	WACD
<b>36</b>	Jimm Fomunjong	Ghana	WACSI
<b>37</b>	Charles Kojo Vandyek	Ghana	WACSI
<b>38</b>	Franck Sombo	Ghana	WACSI
<b>39</b>	Leandre Banon	Ghana	WACSI



### ANNEXE III: PHOTOS DES EXERCICES DE GROUPES









## Group One

Peers: Friends, family,  
Loved ones, School mates  
Colleagues, acquaintances

Patients: **Critical care**, burden to  
society, vulnerable people,  
People who need assistance

Prisoners: Criminals, failures,  
murderers, outcasts, threats  
to society, burden, thieves

Partners: Crimemates, sharing same ideology  
Customers, smoking mates

## GROUP 1

INVESTIGATION: Economic  
The Social, Economy and  
Health cost of Criminalization  
on the individual, family and  
the Nation.

HYPOTHESIS: Does Criminalization  
-on impact on the Social Economy  
and health status of the  
individual, family and the nation

SO WHAT? WHY DOES IT  
MATTER?

- Lost Productivity, Stress
- unemployment, Disability
- Stigmatization
- Discrimination
- Overcrowded prisons
- Lost of fund and Lives

Sujet: Travailleuses de sexe et drogue

Objet du sujet: Constat du nombre  
grandissant de  
consommation de stupéfiants  
Notamment dans le milieu du sexe

hypothèses: La propagation de la drogue se  
fait beaucoup plus facilement  
dans le milieu du sexe  
- Elles jouent le rôle de "dealer" de  
la drogue.  
- consommation pour pouvoir  
supporter plus de clients

Sensu: Prison, problème de santé (maternelle)  
et santé publique, sida - etc.

Pairs: les gens de même catégories - les  
complices - toi et moi -

Patients: Malade, prêt à écouter, nécessité de  
personnes sous traitement

Prisonnier: vulnérable, abandonné, exclu  
privé de liberté, privé de droit civique  
Incarcére

Partenaires: l'État, ONG, Collaborations,  
Entreprises, support mutuel  
échange, partage